

Communiqué

Etats généraux sur la sécurité à l'école :

Côté cour, le ministre invoque la formation des enseignants Côté jardin, il détruit toute formation et des milliers de postes

La presse fait état des propos du ministre de l'Education nationale tenus lors des états généraux de la sécurité à l'école. Luc Chatel a notamment déclaré hier vouloir améliorer la formation des enseignants, « *une priorité clairement identifiée par tous les acteurs* ».

Le ministre Chatel, dans la continuité de son prédécesseur, met en œuvre à marche forcée contre la volonté unanimement exprimée par les enseignants, les chercheurs, les étudiants, les parents d'élèves, sa réforme de la masterisation, réforme du recrutement et de la formation des enseignants.

De toutes parts cette réforme est rejetée comme détruisant toute formation professionnelle et disciplinaire initiale des enseignants. Pire, pour économiser 16 000 postes en application des mesures RGPP, les ministres Luc Chatel et Valérie Pécresse envoient de jeunes stagiaires sans aucune formation face aux élèves à la rentrée prochaine.

Saccage du recrutement, sabotage des concours, abandon de toute formation initiale, désorganisation et désordre dans des milliers de classes ! Le ministre parle d'or quand il essaie avec d'autres de rejeter la responsabilité de la violence à l'école sur les enseignants, sur les personnels.

Rappelons aussi que dans les dernières années, 50 000 postes de personnels de surveillance ont disparu des lycées et collèges.

Rappelons enfin que le ministère de l'éducation nationale se refuse notoirement à mettre en œuvre la réglementation de la Fonction publique en matière d'hygiène et sécurité pour assurer la sécurité des personnels et des élèves . A commencer par la médecine de prévention et le droit de retrait pour les personnels.

La FNEC FP FO, n'ayant pu s'y exprimer comme organisation syndicale, a refusé de participer aux états généraux sur la sécurité à l'école. Elle informe que le SMEDEN FO, son syndicat de médecins scolaires, s'est adressé au ministre pour « *s'interroger sur la violence indirecte que l'Education nationale fait subir aux élèves qui lui sont confiés lorsqu'elle diminue toutes les possibilités d'action dont elle s'était dotée, qu'il s'agisse dans le premier degré des RASED, des classes d'accueil, de perfectionnement, de la baisse sensible du nombre des CLIS, de la diminution du nombre de personnels médicaux sociaux, des psychologues scolaires, du nombre d'enseignants, de l'absence d'assistantes sociales ou dans le second degré du nombre de SEGPA, de la diminution des CPE, enseignants, assistants sociaux ou médecins scolaires, de l'absence d'ouverture d'unité pédagogique intégrée pour les élèves à profil spécifique* ».

Le ministre et les experts le savent bien : restaurer la sécurité des élèves et des enseignants dans les écoles, commence par rétablir les milliers de postes supprimés et abandonner la réforme du recrutement et de la formation.

Montreuil, le 8 avril 2010